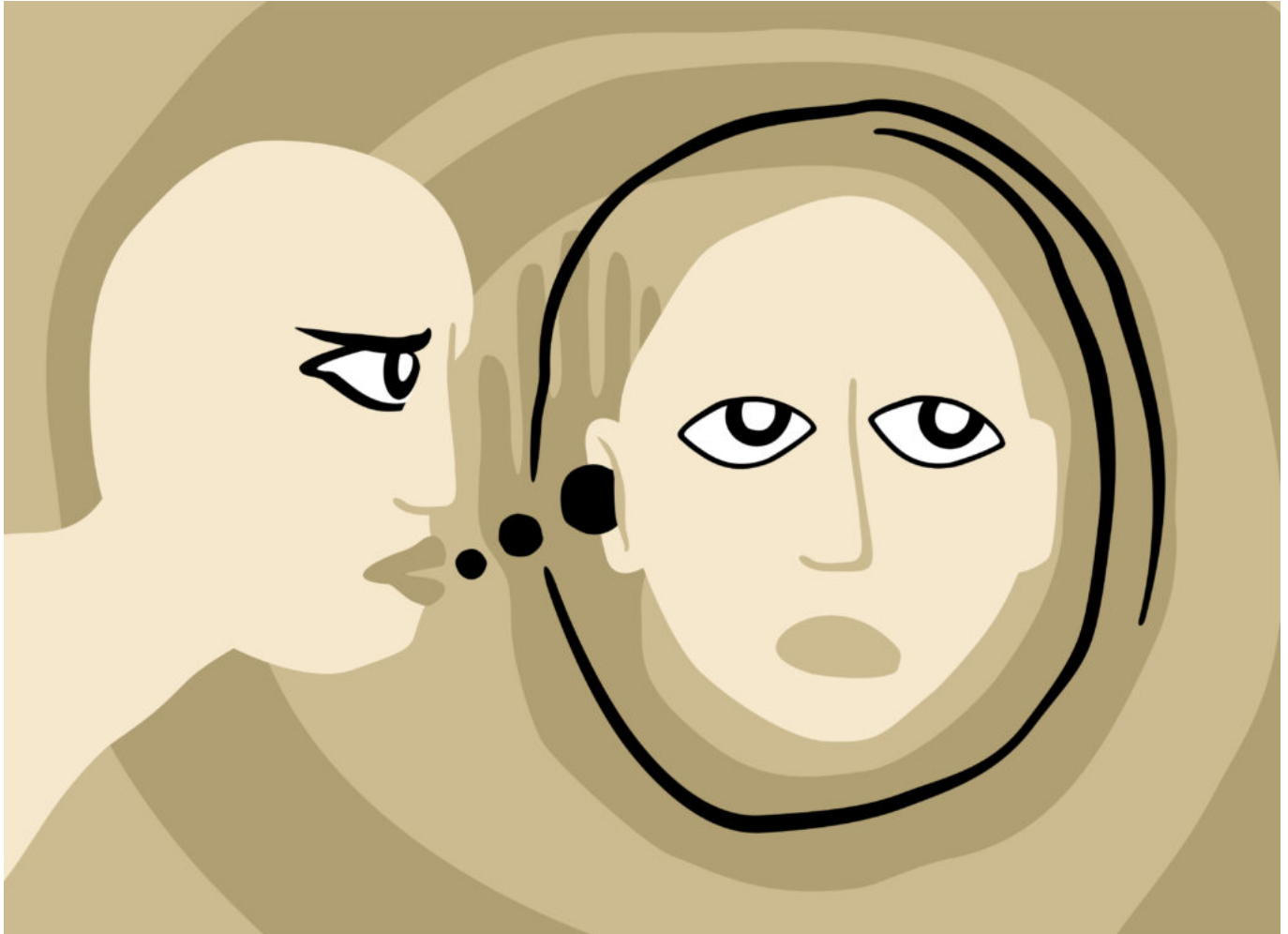


Ecrit par le 22 avril 2026

Orange : Fausses rumeurs, vrai délit



Les services de police de Vaucluse, et plus particulièrement le commissariat de police d'Orange, tiennent à attirer l'attention du public sur l'absence totale de fondement d'une rumeur relayée via les réseaux sociaux, désignant le conducteur d'un véhicule Ford Transit à bandes bleues, comme auteur d'enlèvement d'enfant.

« Aucune infraction de ce type n'a été constatée par les services de police de Vaucluse ou des départements voisins, explique les services de la police nationale de Vaucluse. Aucune disparition d'enfant n'a été signalée au service de police ou de gendarmerie de la région d'Orange et nord Vaucluse. Il est demandé à chacun de cesser la diffusion d'information erronée susceptible de créer un sentiment d'insécurité infondé pour la population et notamment pour les familles d'enfants en bas âges. »

La dénonciation mensongère constitue un délit passible jusqu'à 6 ans d'emprisonnement et 7 500€ d'amende.

Ecrit par le 22 avril 2026

La police de Vaucluse rappelle en revanche que tout comportement suspect doit être immédiatement signalé au service de police ou de gendarmerie par simple appel sur le 17 police secours.

L.G.

**LA DÉNONCIATION MENSONGÈRE
EST UN DÉLIT**

Article 434-26 du code pénal

 6 MOIS D'EMPRISONNEMENT	 7 500 € D'AMENDE
--	---

POLICE NATIONALE 



Rodéo urbain : les gendarmes de Vaucluse font coup double

Ecrit par le 22 avril 2026



En mission de prévention de proximité ce lundi 4 septembre dans l'après-midi, une patrouille du PSIG (Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie) d'Avignon a repéré un rodéo urbain en cours en pleine cité à Sorgues.

« A son approche, le motard prend la fuite à grande vitesse, slalomant entre les véhicules et réalisant des acrobaties périlleuses sur sa moto cross, sans être porteur de son casque, explique le groupement de gendarmerie départemental de Vaucluse. Après quelques centaines de mètres, sa moto tombe en panne, l'obligeant à la pousser en direction de la cité voisine. Alors que les militaires arrivent au niveau du jeune mineur, ce dernier jette sa moto contre leur véhicule et prend la fuite en courant. Il est toutefois vite rattrapé et interpellé. Il va devoir maintenant répondre des infractions de défaut de casque, dégradation du véhicule de gendarmerie et conduite d'un véhicule non homologué pour la route. »

Après Sorgues, Entraigues-sur-la-Sorgue

Quelques heures plus tard dans la nuit, c'est à Entraigues-sur-la-Sorgue que les PSIG d'Avignon et de Carpentras ont intercepté un autre pilote en plein rodéo urbain. Celui-ci a également refusé d'obtempérer et tenté de s'enfuir en provoquant une collision avec l'un des véhicules de service. Le pilote de 19 ans a opposé, en vain, une vive résistance aux forces de l'ordre lors de son interpellation. Le concernant, il devra répondre des infractions de conduite sous l'emprise de substances stupéfiantes mais également d'alcool, auxquelles s'ajoutent des dégradations et la conduite d'un véhicule non homologué.

L.G.

Ecrit par le 22 avril 2026

6 habitants du Sud-Est sur 10 craignent d'être cambriolés cet été



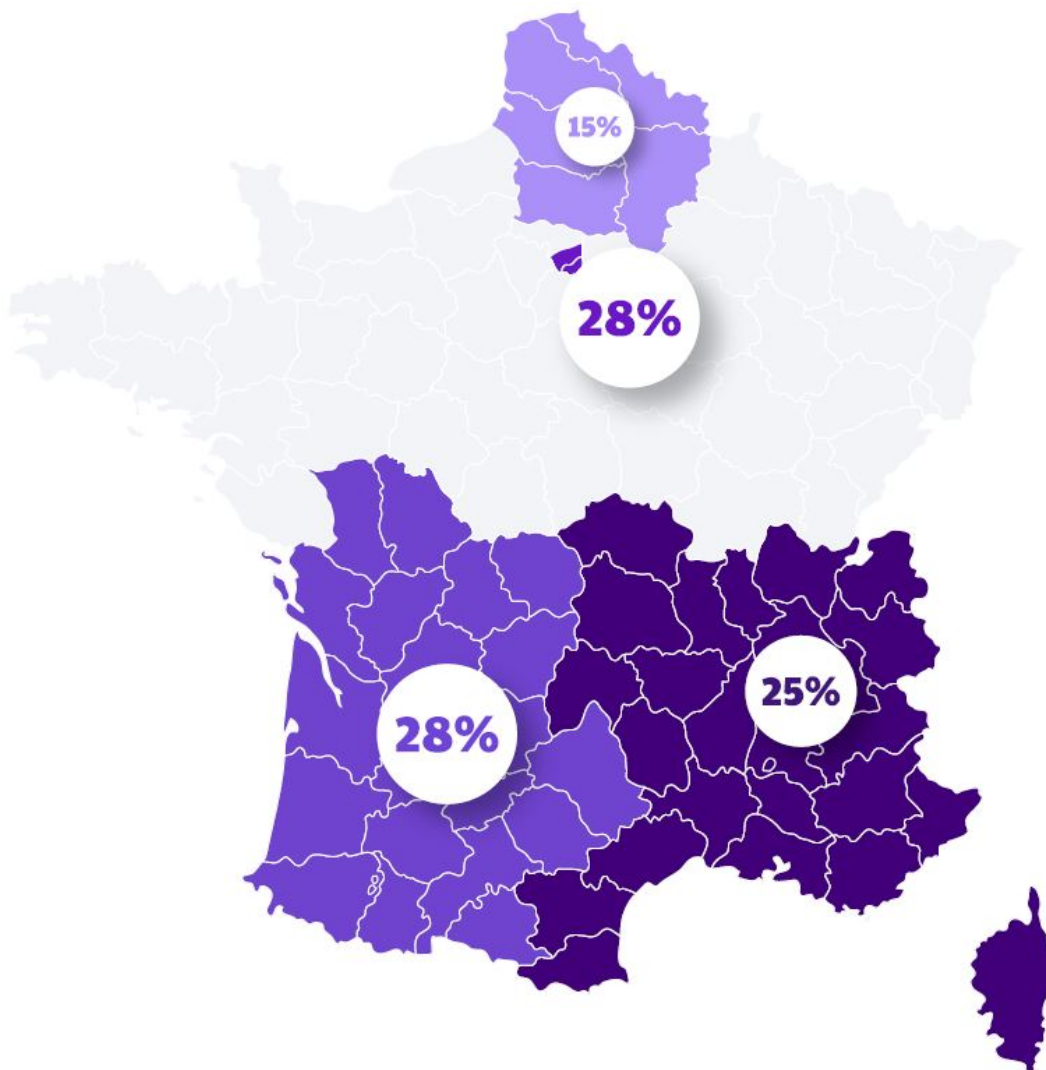
Pas de trêve estivale pour les cambrioleurs, bien au contraire. Plus d'un quart des cambriolages ont lieu en juillet et août, quand les logements sont désertés pour les vacances. A l'heure des grands départs, [Leocare](#), en partenariat avec [Poll&Roll](#), a interrogé les habitants du Sud-Est sur leur expérience des cambriolages et leur crainte d'en être victimes au moment de laisser leur habitation vide pour quelques jours ou semaines de villégiature.

1 habitant du Sud-Est sur 5 a déjà été cambriolé

En France, un cambriolage a lieu toutes les deux minutes, selon l'observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP). 25% des habitants du Sud-Est ont déjà été cambriolés, dont 6% à plusieurs reprises, selon l'étude menée par [Leocare](#).

Néanmoins, toutes les régions ne sont pas égales face au risque de cambriolage. En chiffres bruts, c'est Paris qui est la plus affectée (28%), devant [le Sud](#) (26%), en particulier le Sud-Ouest (28%) et le Sud-Est (25%). Le Nord semble, à l'inverse, plus épargné (15%).

Ecrit par le 22 avril 2026



Les régions les plus affectées par les cambriolages © Leocare en partenariat avec Poll&Roll

Les personnes âgées sont également davantage touchées : 38% des habitants du Sud-Est âgés de plus de 66 ans ont déjà vécu un cambriolage, dont 14% à plusieurs reprises.

Manque de protection des habitations

Autre enseignement du sondage, les habitants du Sud-Est investissent peu dans les dispositifs de protection de leur habitation. 73% des victimes indiquent en effet que leur logement n'était pas équipé d'un quelconque système de sécurité avant leur cambriolage.

« Entre deux dépenses, l'une plaisir, l'autre contrainte, on opte généralement pour la première. Or, de toute évidence, un vitrage de sécurité et des serrures blindées ne sont pas des achats plaisir... La plupart des propriétaires ont donc tendance à s'équiper une fois qu'ils ont été victimes d'un cambriolage et non

Ecrit par le 22 avril 2026

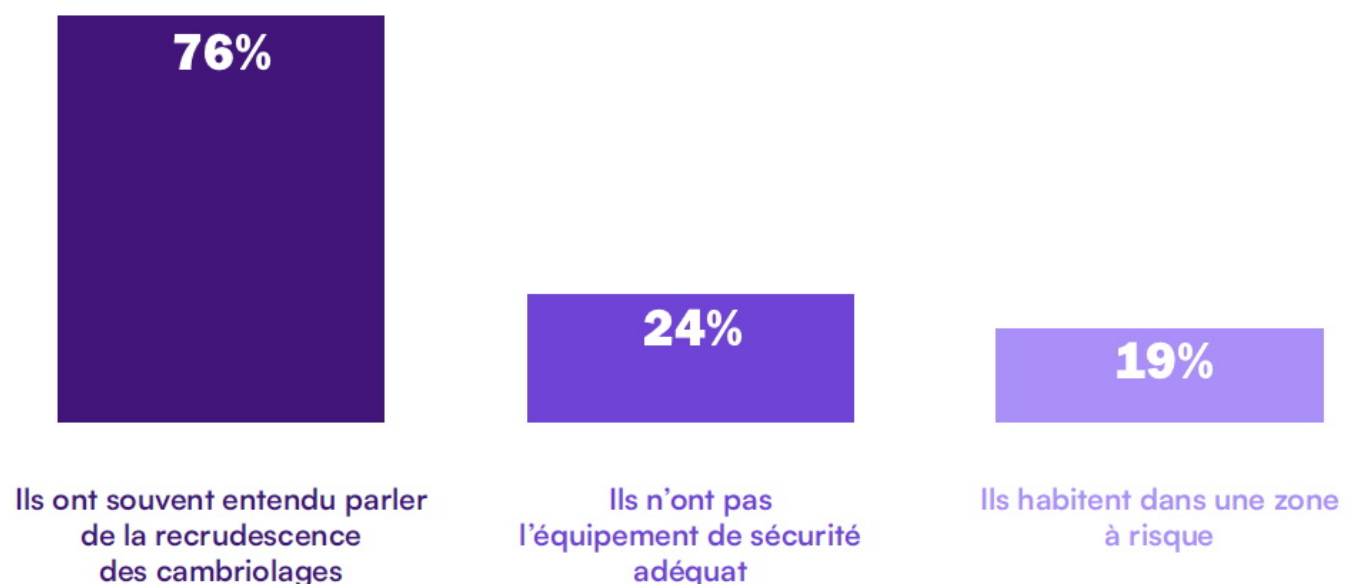
avant », explique Christophe Dandois CEO et co-fondateur de Leocare.

[Lire également - « Prévention des cambriolages : les conseils de la gendarmerie de Vaucluse »](#)

Cambriolages : la grande peur de l'été

Le manque de protection contre les intrusions est d'autant plus étonnant que les Français manifestent, par ailleurs, une forte anxiété à l'idée d'abandonner leur domicile pendant les vacances. Ainsi, 61% des habitants du Sud-Est craignent d'être cambriolés cet été, un chiffre qui grimpe à 65% au niveau national et à 71% chez ceux qui partent à l'étranger, dans un pays européen.

Cette peur, bien ancrée, est favorisée par trois grands facteurs : avoir souvent entendu parler d'une recrudescence estivale des actes de cambriolage (76%), ne pas disposer d'un système de sécurité suffisant contre les effractions (24%) ou encore résider dans une zone à risques (19%). L'inquiétude s'avère également corrélée au fait d'avoir déjà été cambriolé dans le passé (16%).



Pourquoi les habitants du Sud-Est sont-ils anxieux lorsque l'on parle de cambriolage ?

Partir en vacances en étant bien assuré !

Enfin, quand on demande aux habitants du Sud-Est quelle solution leur semble la plus efficace pour quitter son logement en toute sérénité, les réponses sont partagées. La moins coûteuse, à savoir demander à des proches de passer régulièrement et de surveiller l'habitation, a la faveur de 30% des sondés. L'installation d'une alarme et le recours à un système de vidéo-surveillance sont de leur côté plébiscités par respectivement 25% et 21% des personnes interrogées.

Ecrit par le 22 avril 2026

On notera aussi que 17% des habitants du Sud-Est envisagent de renforcer le niveau de garantie de leur contrat d'assurance habitation à l'approche de leurs vacances pour sécuriser leur logement. Un chiffre à mettre en parallèle avec un autre : 25% des propriétaires estiment ne pas être suffisamment couverts contre les cambriolages. « 56% des habitants du Sud-Est ne font pas régulièrement le point sur leur niveau de garantie cambriolages. Pourtant, bien choisir son niveau de garantie est indispensable ! Une assurance habitation insuffisante peut avoir des conséquences désastreuses, non seulement en cas de cambriolage, mais aussi d'incendie ou de dégradations », conclut Christophe Dandois.

[Lire également - « Test : la gendarmerie vous propose d'évaluer le risque cambriolage de votre domicile »](#)

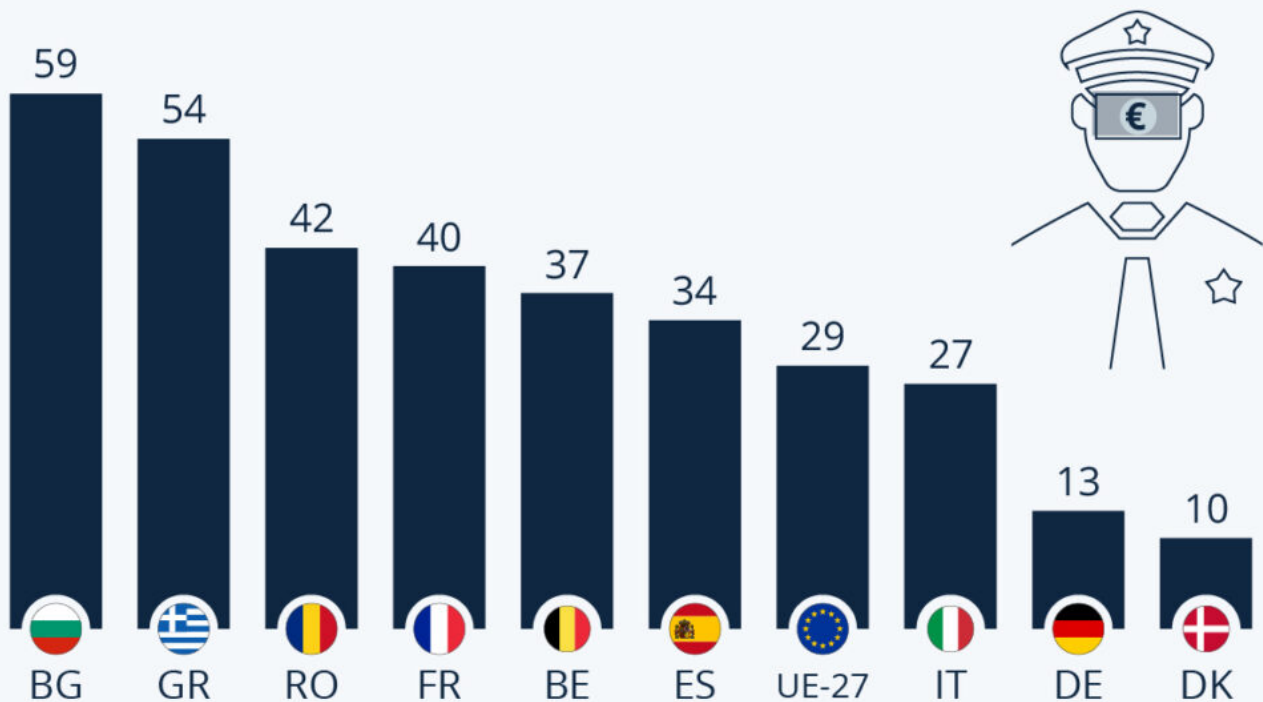
Méthodologie : cette étude a été menée auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 à 66 ans et plus (4 catégories : 18-34 ans, 35-49 ans, 50-65 ans, 66 ans et plus). Les données ont été recueillies au moyen d'un questionnaire anonyme (10 questions) en ligne du 28 au 30 juin 2023.

Les citoyens européens font-ils confiance à leur police ?

Écrit par le 22 avril 2026

Près d'un Européen sur trois se méfie de la police

Part des répondants qui estiment que l'abus de pouvoir est répandu dans la police de leur pays, en %



Base : environ 1 000 personnes interrogées (15 ans et plus) par pays, en avril-mai 2023.
Source : Commission européenne | Eurobaromètre



statista

Quel niveau de confiance les citoyens européens accordent-ils à leur police ? Selon un sondage réalisé au printemps 2023 dans le cadre de l'[Eurobaromètre](#) de la Commission européenne, près d'une personne sur trois interrogée dans les pays de l'UE (29%) estime que les abus de pouvoir et/ou problèmes de [corruption](#) sont courants au sein de la police.

Ecrit par le 22 avril 2026

Cette impression est particulièrement répandue en Bulgarie, en Grèce et à Malte, où plus de la moitié des personnes interrogées ne font pas confiance aux représentants de l'ordre. La France est le pays d'Europe de l'Ouest où cette proportion est la plus élevée : 40 %, soit un chiffre nettement supérieure à la moyenne européenne. En l'espace d'un an, la part des Français qui pensent que l'abus de pouvoir est répandu dans la police a augmenté de 9 points de pourcentage, en lien notamment avec les cas de [violences policières](#) qui ont émaillé l'actualité du pays ces derniers temps.

Selon l'Eurobaromètre, la France fait partie, avec Malte (+22 points), des pays dans lesquels la défiance envers la police a le plus augmenté depuis l'année dernière. Globalement, on observe une perte de confiance envers les forces de l'ordre dans 14 pays sur 27. Au Luxembourg (15%), en Autriche (15%), en Allemagne (13%) et au Danemark (10%), la part des citoyens qui perçoivent des abus de pouvoir de la part de la police reste en revanche assez faible.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Défense nationale : Le Vaucluse combien de divisions ?

Ecrit par le 22 avril 2026



Alors que la promulgation par le président de la République de la prochaine Loi de programmation militaire (LPM) devrait intervenir imminemment, quel impact aura l'adoption de ce texte pour le Vaucluse ?

Adoptée par le parlement, il y a une quinzaine de jour, la Loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 devrait, sauf avis contraire du Conseil constitutionnel (ndlr : qui a finalement censuré 11 articles), être promulguée par le président de la République dans les tous prochains jours. Cette LPM prévoit un investissement de 413 milliards d'euros pour les 7 prochaines années. C'est 40% de plus par rapport à la précédente Loi (295 milliards pour 2019-2025). Pour y arriver, l'effort de défense nationale sera porté à 2% du produit intérieur brut (PIB) entre 2025 et 2027.

Ecrit par le 22 avril 2026



La LPM 2024-2030 prévoit l'acquisition de 31 Rafale destinés à la BA 115 d'Orange-Caritat. © N.Tiragallo-Armée de l'air et de l'espace

Répondre aux nouveaux objectifs sécuritaires

Pour 2023, le budget de la défense a été fixé à 43,9 milliards d'euros. Avec la nouvelle LPM, ce budget (le 2^e de l'Etat) augmentera de 3,3 milliards en 2024 et 2025, de 3,2 milliards en 2026 et 2027 et de 3,5 milliards en 2028, 2029 et 2030. De quoi atteindre plus de 68 milliards d'euros à l'horizon 2030.

Objectif pour ce budget des armées très largement à la hausse : répondre aux enjeux sécuritaires liés à la nouvelle situation internationale. Oubliée donc la récolte des fruits des dividendes de la paix impulsée après la chute du mur de Berlin. Si certains ont alors prophétisé la fin de l'Histoire, force est de reconnaître que celle-ci est plutôt un éternel recommencement. L'attaque de la Russie contre l'Ukraine, avec le retour impensable de la guerre en Europe, ainsi que les menaces toujours plus grandissantes de la Chine envers Taïwan sont là pour nous le rappeler cruellement. Jusqu'alors en chute libre, les dépenses militaires mondiales connaissent un rebond considérable depuis le début de l'invasion russe et la prise de conscience qu'un conflit de haute intensité pouvait à nouveau éclater.

C'est dans cette logique que le budget des armées françaises vise désormais à répondre à ces menaces via le renouvellement des matériels existants mais aussi la modernisation de la dissuasion nucléaire, le renforcement du renseignement militaire, les investissements dans les défenses cyber, sol-air, spatiale et maritime, l'objectif de disposer de 105 000 réservistes...

31 Rafale pour la BA 115 et 37 Serval pour le 2^e REG

Dans le cadre du renouvellement des matériels, la LPM prévoit donc notamment l'acquisition de 31

Ecrit par le 22 avril 2026

Rafale. Les premiers avions devant rejoindre la BA (Base aérienne) 115 d'Orange à partir du troisième trimestre 2024. C'est là, en effet, que sera déployé le futur 5^e escadron du biréacteur 'omnirôle' de Dassault dont le chantier des infrastructures d'accueil a commencé début 2023. Des travaux (voir vidéo ci-dessous) d'un montant de 180M€ qui vont permettre la construction de nouveaux hangars, d'ateliers, de bureaux et des simulateurs de vol mais aussi d'aménagements des pistes, de voies de roulement, de réseaux souterrains, d'éclairage des balises lumineuses et de parkings avions.

La base vaclusienne a, par ailleurs, déjà fait l'objet de nombreux travaux de modernisation et de réaménagement lors de la Loi de programmation précédente, [comme avec l'édification d'un nouveau mess](#).

Découvrez les futures installations de la BA 115 destinées à accueillir les Rafale de l'Armée de l'air et de l'espace.

Dans le même temps, les 900 hommes [du 2e régiment du génie de la Légion à Saint-Christol](#) devraient réceptionner 37 véhicules de combat Serval d'ici 2030. Une remilitarisation du Vaucluse qui fait suite au départ des 800 hommes du 1er Régiment étranger de cavalerie de la Légion à Orange qui avaient rejoint Carpiagne en 2014, le démantèlement du site de missiles nucléaires du Plateau d'Albion à la fin des années 1990 (aujourd'hui reconverti en [Laboratoire souterrain à bas bruit](#)) ou bien encore la dissolution du 7^e génie des chasseurs alpins en 1993 dont la caserne Chabran abrite désormais la préfecture de Vaucluse et le Crous d'Avignon.

[A lire également : « Orange : la BA 115 fait décoller l'emploi dans le Haut-Vaucluse »](#)

A ce jour, le nombre de militaires s'élève à 2 670 en Vaucluse. Un chiffre qui se monte à 5 799 personnes si l'on intègre les familles. A cela s'ajoute 356 réservistes. Un nombre qui devrait atteindre 700 en 2030. Cette présence n'est pas sans impact sur la vie économique du département puisque le ministère des Armées verse 98M€ de salaires chaque année. De quoi générer la création de 1078 emplois induits dans les services et les petits commerces de proximité ainsi que 11M€ de paiements directs du ministère des Armées aux 189 entreprises et fournisseurs locaux départementaux.

Dans le même temps, 26 000 ressortissants de l'Office national des combattants et des victimes de guerre sont dénombrés en Vaucluse alors que le département reçoit 189 000€ d'aides de solidarité aux anciens combattants.

352M€ d'investissements

Par ailleurs, sur cette période 2024-2030, la LPM a budgété 352M€ d'investissements pour les infrastructures militaires vaclusiennes dont plus de 120 logements construits ou rénovés. S'ajoute également 62M€ cumulé des achats par les unités militaires locales (prestations d'entretien, services à la personne, réparations...) ainsi que 6,5M€ de dépenses liées au [Plan Famille 2](#) visant à « limiter les impacts des engagements opérationnels et des mutations fréquentes sur la vie personnelle, familiale et professionnelle ».

Ecrit par le 22 avril 2026



Eurengo, leader européen des poudres et explosifs, a choisi d'implanter son siège social à Sorgues.
© Eurengo

La défense en Vaucluse s'est aussi un secteur industriel qui se renforce à l'image de l'inauguration [du nouveau siège social d'Eurengo à Sorgues en mai dernier](#) transféré depuis la région parisienne. Le leader européen des poudres et explosifs, qui fabrique notamment une partie des obus des canons Caesar, marque ainsi son enracinement dans le département où le groupe y emploie près de 400 salariés. Un attachement qui vient aussi de se traduire par la création d'une nouvelle formation via l'installation d'une antenne du Campus pyrotechnie du futur de Bourges au sein du Campus de la CCI de Vaucluse à Avignon. Une quarantaine de personnes de la région devrait venir s'y former dès la rentrée prochaine. Mais l'industrie de la défense ne se limite pas Eurengo puisqu'on dénombre en tout 21 sous-traitants de l'armement dans le Vaucluse. L'ensemble représentant 613 emplois.

Escroqueries sur Facebook Marketplace :

Ecrit par le 22 avril 2026

comment les identifier et les éviter ?



Pour assurer la sécurité de vos informations personnelles et financières en ligne, il est important de connaître - que vous achetez ou vendiez - les signes suspects à surveiller sur Facebook Marketplace et de savoir comment vous protéger contre les escroqueries.

Facebook Marketplace est rapidement devenu un lieu de prédilection pour vendre ou acheter des objets d'occasion localement. Le fait que les acheteurs et les vendeurs puissent acheter des biens et communiquer facilement au sein de l'application Facebook a permis à l'adoption de Facebook Marketplace de monter en flèche.

Comment identifier une escroquerie sur Facebook Marketplace

Si la plupart des utilisateurs de Marketplace sont des acheteurs et des vendeurs de confiance, des personnes malintentionnées peuvent également profiter du site pour faire tomber les gens dans des escroqueries. Voici quelques signes clés qui peuvent indiquer que vous communiquez avec un escroc :

- Trop beau pour être vrai : les acheteurs doivent se méfier de toute annonce proposant un prix extrêmement bas pour un objet de valeur. De même, les vendeurs doivent se méfier des

Ecrit par le 22 avril 2026

acheteurs potentiels qui proposent un prix supérieur à celui demandé.

- L'urgence artificielle : les escrocs utilisent souvent l'illusion de l'urgence pour inciter les acheteurs ou les vendeurs à conclure des transactions moins que légitimes.
- Demandes de paiement étranges : Facebook recommande aux acheteurs d'éviter les ventes ou les transactions qui exigent que vous payiez avec des cartes-cadeaux. Il est également recommandé de vérifier la qualité et l'état de l'objet acheté avant d'échanger de l'argent ou des informations personnelles de quelque nature que ce soit.
- Photos suspectes : s'il n'y a qu'une seule photo d'un article provenant du site où il a été acheté à l'origine et aucune photo actuelle de l'article dans son état réel, il faut se méfier du fait que l'article n'existe peut-être pas, ou qu'il n'existe peut-être pas dans la qualité promise.

Les 6 escroqueries courantes sur la Marketplace Facebook

- Articles contrefaits : l'une des escroqueries les plus courantes sur Facebook Marketplace consiste à mettre en vente des articles contrefaits ou endommagés. Il est conseillé de toujours examiner attentivement le profil du vendeur et de lire les commentaires des clients avant d'acheter un article sur Facebook Marketplace, et d'obtenir autant d'informations que possible sur le produit avant de l'acheter afin de s'assurer qu'il est légitime.
- Fausses annonces : bien souvent, les escrocs exigent un paiement anticipé pour ensuite se retirer de l'affaire ou disparaître et vous n'obtenez jamais l'article acheté.
- Fraude immobilière : les escrocs peuvent publier des photos de maisons ou d'appartements dont ils ne sont pas propriétaires et les « vendre » ou les « louer » à l'improviste à des acheteurs qui ne se doutent de rien. Facebook conseille de ne pas envoyer d'acompte pour des biens de grande valeur (y compris pour la location d'un appartement) sans s'être assuré au préalable qu'il s'agit bien d'un bien réel.
- Trop-perçu : les utilisateurs frauduleux envoient souvent plus d'argent que ce que vous avez demandé, pour ensuite exiger le remboursement du « trop-perçu ». Lorsque vous essayez de déposer le chèque, il est sans provision et vous ne recevez donc aucun paiement. Si un acheteur envoie un trop-perçu, le vendeur peut refuser les fonds et demander à l'acheteur d'envoyer un autre paiement avec le solde correct.
- Profils suspects : vous devez pouvoir consulter ses évaluations et avis, ses autres annonces et son activité sur le marché. Si l'utilisateur n'est pas originaire de la région ou si son profil est vide, c'est peut-être le signe qu'il n'est pas celui qu'il prétend être.
- Hameçonnage pour obtenir des informations personnelles : les escroqueries par hameçonnage sur Facebook Marketplace ont pour but de voler vos données et informations personnelles. L'escroc peut vous demander un code ou un numéro de téléphone pour compléter un code de vérification à deux facteurs sur un système de messagerie non sécurisé. Ce code peut être lié à une autre application qui lui permet de voler votre numéro de téléphone portable et vos informations de compte, ce qui lui donne un accès complet à d'autres comptes qu'il souhaite utiliser.

Ecrit par le 22 avril 2026

Comment signaler une escroquerie ?

Pour signaler un vendeur frauduleux à Facebook, accédez à la Marketplace et cliquez sur l'article. Sélectionnez le nom du vendeur sur la page de l'annonce et cliquez sur « Signaler ». Vous pourrez ainsi signaler le vendeur en fonction du type d'escroquerie qu'il a commise ou tentée de commettre. Pour signaler un acheteur frauduleux, cliquez sur les messages échangés entre vous et l'acheteur potentiel puis sélectionnez l'option « Signaler l'acheteur ». Suivez la procédure indiquée pour signaler l'acheteur frauduleux à Facebook et faire en sorte que d'autres personnes ne soient pas victimes de cette escroquerie.

Ce que vous pouvez faire pour éviter les escroqueries sur Facebook Marketplace

La meilleure façon d'éviter les problèmes est de rester vigilant et de connaître les arnaques courantes sur Facebook Marketplace. Sachez reconnaître les signaux d'alarme et suivez toujours les meilleures pratiques pour vendre et acheter en toute sécurité. Si vous utilisez des méthodes de paiement sûres, si vous vérifiez l'authenticité des produits et si vous refusez les offres ou les demandes suspectes, vous aurez beaucoup plus de chances de rester en sécurité.

Si vous êtes tout de même victime d'une escroquerie, il est possible d'avertir le prestataire de services de paiement que vous avez utilisé pour lui signaler l'escroquerie et demander un remboursement par l'intermédiaire de son service de protection contre la fraude. Facebook Marketplace est une plateforme qui peut être très utile, mais à utiliser toujours de manière avertie !



Bastien Bobe, Directeur technique EMEA chez Lookout.

Ecrit par le 22 avril 2026

Un policier allemand en renfort des gendarmes du peloton d'autoroute d'Orange



Depuis le 1er juillet 2023, l'escadron départemental de sécurité routière de Vaucluse situé à Orange accueille un policier allemand. Dans ce cadre, Sébastian Wahls, Polizeicommissar à Bochum, ville située dans la Ruhr entre Düsseldorf et Dortmund, apporte un soutien aux gendarmes sur le terrain dans le cadre de l'accomplissement de missions de prévention et de sécurité publique, mais également aux ressortissants européens présents en France.

Présent en Vaucluse sur cette zone fortement impacté par le flux touristique pendant la période estivale, le représentant des forces de l'ordre d'Outre-Rhin, a du, dès son premier jour, intervenir lors d'un

Ecrit par le 22 avril 2026

accident sur l'A7 impliquant des ressortissants allemands, pour les conseiller et les rassurer. Un peu plus tard, il est intervenu au profit d'une famille allemande, victime d'un vol sur une aire d'autoroute et quelque peu surprise de trouver sur le chemin des vacances une casquette 'Polizei'.

Ce type de renforts n'est pas inédit cependant en Vaucluse puisqu'Avignon accueille depuis de nombreuses années déjà des policiers européens durant le festival de théâtre. Cette année encore des policiers allemands et espagnols seront présents. Par ailleurs, une commission d'évaluation des dispositifs de sécurité du festival à l'échelle européenne s'est également rendue à l'ouverture de l'événement théâtral. Elle était composée de représentant des forces de l'ordre originaire de Suède, du Portugal et d'Allemagne.

L.G.

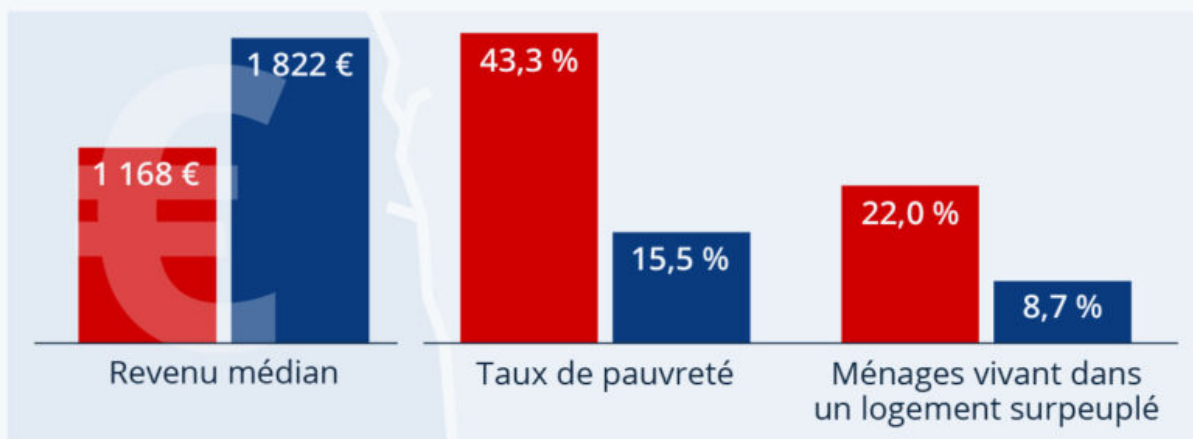
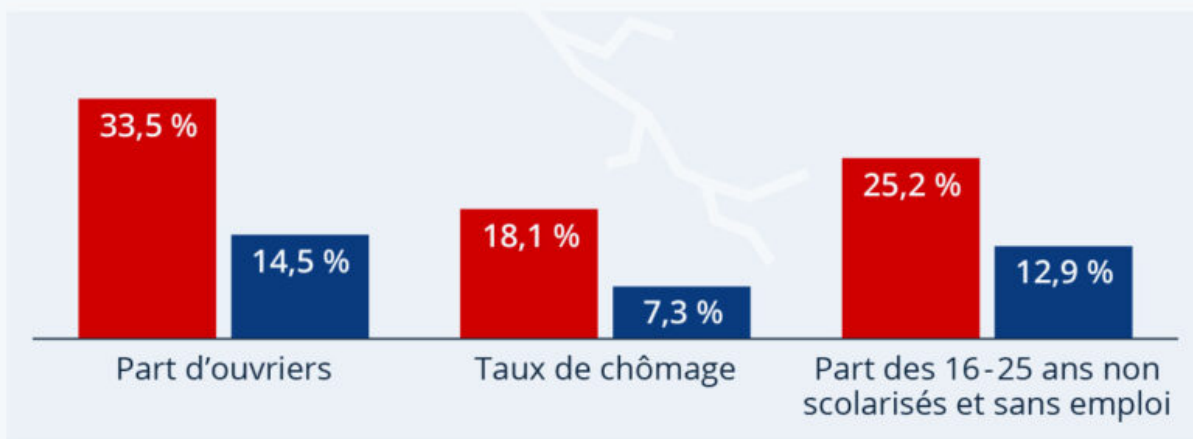
Banlieues, une fracture sociale

Ecrit par le 22 avril 2026

Banlieues, une fracture sociale

Comparaison d'indicateurs socio-économiques entre les quartiers prioritaires et l'ensemble de la France

■ Quartiers prioritaires * ■ Ensemble de la France



* Quartiers prioritaires (QP) : revenu moyen < 11 250 €/hab/an. En 2022, 5,4 M de personnes (8 % de la pop.) vivaient dans 1 514 QP répartis dans 859 communes. Dernières données disponibles : 2019/2020, sauf chômage : 2022.

Sources : Insee, ONPV, DARES, Observatoire des inégalités



statista

Écrit par le 22 avril 2026

Les émeutes urbaines qui ont éclaté en France suite à la mort du jeune Nahel lors d'un contrôle policier ont ravivé les débats déjà anciens sur les problèmes des banlieues françaises, qui mêlent à la fois des questions sociales, historiques, d'urbanisme et de sécurité. Malgré les « plans banlieues » déployés dans le pays depuis plus de quarante ans, les politiques à l'égard des quartiers populaires n'ont pas réellement réussi à résorber les [inégalités](#) et la fracture sociale qui subsistent avec le reste de la population française.

Ces quartiers dits « prioritaires » sont généralement définis par le niveau de revenu de la population : moins de 11 250 euros annuels par habitant. Le [gouvernement français](#) dénombre 1514 quartiers prioritaires répartis sur 859 communes et ils concernent environ 5,4 millions d'habitants, soit 8 % de la population française. Ces quartiers situés aux marges des villes concentrent les populations les plus exposées aux difficultés financières et aux problèmes sociaux : familles monoparentales les plus modestes, jeunes et immigrés les moins qualifiés.

Dans ces quartiers, le taux de chômage est 2,5 fois plus élevé que la moyenne nationale et environ le quart des jeunes de 16 à 25 ans sont non scolarisés et sans emploi (contre 13 % dans l'ensemble de la population). Comme le montre également notre graphique, la moitié des habitants des quartiers prioritaires vit avec moins de 1 168 euros par mois ([revenu net médian](#)), contre 1 822 euros pour l'ensemble des Français. Cela représente environ 650 euros de moins par mois pour vivre. Le taux de pauvreté dans les quartiers prioritaires dépasse ainsi 40 %, un chiffre 3 fois plus élevé que la moyenne nationale.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Agression de maires et d'élus : 'les fantassins de la République' tirent la sonnette d'alarme

Ecrit par le 22 avril 2026



Excédés par la multiplication des agressions à leur rencontre, les maires de Vaucluse ont décidé de lancer un cri d'alarme. En effet, le nombre de violences verbales et physiques contre les élus a bondi en France de 32% entre 2021 et 2022, et le Vaucluse n'est pas épargné. Plusieurs incidents récents ont engendré un ras-le-bol, que les élus du département n'entendent plus laisser passer.

Jusqu'à présent on disait que les maires étaient à portée d'engueulade. Ce n'était pas toujours agréable mais, de leur propre aveux, cela faisait partie du 'job'. Aujourd'hui, ces élus de terrains sont désormais de plus en plus à portée de coups et ça ils ne le tolèrent plus. Les récentes menaces de mort à l'encontre du maire de Cairanne ainsi que l'agression d'un des adjoints de Lauris n'ont fait qu'illustrer cette inquiétante tendance générale.

« La situation préoccupante des actes de violence envers nos élus locaux est un sujet d'actualité récurrent, s'alarme Pierre Gonzalvez, président de l'AMV (Association des maires de Vaucluse) et maire de l'Isle-sur-la-Sorgue. Malheureusement, le département n'est pas épargné par cette vague de violence envers les élus de la République. Ces faits s'additionnent et s'accroissent. Cela affecte toutes les communes, des petites aux plus grandes. Il n'y a pas de territoire qui soit préservé. »

« Cela affecte toutes les communes, des petites aux plus grandes. Il n'y a pas de territoire qui soit préservé. »

Ecrit par le 22 avril 2026

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV

Une tendance de fonds à l'échelle du pays

Face à cette tendance de fonds, encore illustrée ce week-end au niveau national par l'incendie du domicile du maire de L'Haÿ-les-Rose, mais aussi par le dramatique décès du maire de Signes dans le Var en 2019, renversé par la camionnette d'un maçon alors qu'il tentait de s'interposer contre un dépôt d'ordures sauvages, ou lorsque le maire de Saint-Brévin, en Loire-Atlantique, a démissionné suite à l'incendie de ses véhicules et de la façade de son domicile en pleine nuit en mars dernier, l'AMV a donc souhaité réagir contre ces agressions à répétition. Et ce d'autant plus que des élus de Vaucluse viennent eux aussi d'être confrontés à des actes de violences verbales ou physiques qui connaissent une explosion en France.

Leur nombre a ainsi bondi de 32% en 1 an, en passant de 1 720 actes en 2021 à 2 265 en 2022.

« Fils de pute de maire, mes frères gitans et moi, on viendra te pulvériser toi et ton village de mort. »

Menaces proférées contre le maire de Cairanne



De gauche à droite : Bernard Le Dily, adjoint en charge de la sécurité publique à Mormoiron,

Ecrit par le 22 avril 2026

Vincent Faure, maire de Sainte-Cécile-les-Vignes, Roger Rossin, maire de Cairanne, Michel Terrise, maire d'Althen-des-Paluds, Anne-Marie Bardet, maire de Sarrians, Jean-François Lovisol, député de la 5e circonscription de Vaucluse, Pierre Gonzalvez, président de l'AMV, Thierry Dernis, adjoint à la voirie de Lauris, et André Rousset, maire de Lauris.

Le 8 juin dernier c'est Roger Rossin, maire de Cairanne qui a été menacé de mort. L'élu constate pour la seconde fois un affichage sauvage d'un épaviste sur les panneaux directionnels, les feux tricolores, les candélabres, et le mobilier urbain le long de la route Départementale 8.

« Cela enlève la peinture quand on essaye de les décrocher, constate alors agacé le maire de Cairanne. J'ai donc eu la faiblesse d'appeler le numéro figurant sur l'annonce pour expliquer que ce type d'affichage était soumis à autorisation et que là où il les mettait cela n'était pas possible. Je lui ai demandé de venir les enlever. La personne m'a répondu 'qu'il sent foutait, qu'il faisait ce qu'il voulait et qu'il devait travailler'. »

« Je lui alors précisé que je devrais alors le verbaliser, poursuit Roger Rossin. Il m'a alors répondu 'Fils de pute de maire, mes frères gitans et moi, on viendra te pulvériser toi et ton village de mort'. »

Même si c'est la première fois que cela lui arrive en 10 ans de mandat, le maire de Cairanne n'envisage pas forcément de porter plainte. Ces collègues maires de l'AMV, le sous-préfet de Carpentras et la préfète du Vaucluse l'y incite pourtant.

« Même si j'ai du mal à croire que la plainte débouchera sur une interpellation et une condamnation, j'ai finalement porté plainte, ajoute-t-il. Je n'ai pas peur de ces menaces mais je n'accepte pas le côté irrespectueux de l'institution et la violence gratuite de ces propos. » L'enquête est en cours...

« Je vais te retrouver et je vais te tuer. »

Menaces proférées contre un des adjoints de Lauris

Le 13 juin dernier, alors que la commune de Lauris est sous les orages, un habitant se retrouve avec 7cm d'eau chez lui. Thierry Dernis, adjoint à la voirie, se rend sur les lieux pour évaluer la situation et voir qu'elles peuvent être les solutions même si ce n'est pas du ressort des compétences de la municipalité.

« Il m'a attrapé par mes vêtements alors que je ne m'y attendais pas, raconte l'élu de Lauris. Il a ensuite voulu me frapper. Les personnes présentes se sont interposées et j'ai réussi à me dégager. Alors que je partais il m'a dit : 'Je vais te retrouver et je vais te tuer'. »

Thierry Dernis va aussitôt porter plainte. « J'ai été reçu par les gendarmes qui m'ont écouté. Rien que ça, cela fait du bien. Le lendemain la personne a été arrêtée et mise en garde en vue pendant une journée. C'est rassurant de voir que les institutions répondent. »

Une démission collective pour un électrochoc

Dans le même temps, l'adjoint de Lauris reçoit le soutien de toute son équipe municipale. Dans la foulée, André Rousset, le maire, annonce aussi qu'il démissionnera en compagnie de sa majorité. Cette décision devant servir d'électrochoc afin de sensibiliser les pouvoirs publics et les médias contre ce phénomène

Ecrit par le 22 avril 2026

général de violences croissantes. « Une action choc pour faire prendre conscience de ces dérives », explique André Rousset, maire de Lauris.

Une protestation qui ne sera finalement pas mise à exécution après plusieurs échanges avec les services de la préfecture de Vaucluse.

La parole se libère

La succession de ces incidents a au moins le mérite de pousser les autres élus vauclusiens à sortir de leur silence après avoir trop longtemps accepter ce type d'acte.

« Les langues se délient, reconnaît Pierre Gonzalvez, le président de l'AMV, et les élus n'hésitent plus à nous faire part de leurs mauvaises expériences en la matière. »

Dans ce cadre, l'AMV recueille les signalements que lui font remonter les élus depuis le terrain. Des signalements de différents niveaux de gravité, qui peuvent aller des insultes jusqu'à des intimidations ainsi que des gestes physiques, et contre lesquels l'AMV se porte systématiquement partie civile.

Gestion des conflits : des formations du GIGN avec l'AMV

Afin de permettre aux élus de Vaucluse de faire face à certaines situations de conflit, l'AMV a organisé des réunions animées par un négociateur de l'antenne du GIGN à Orange. A cette occasion, la gendarmerie nationale explique aux maires et aux élus comment réagir face à une personne agressive et comment tenter de désamorcer une situation de conflit. Une demi-douzaine de réunion a déjà eu lieu avec l'AMV qui va proposer de nouvelles sessions. Par ailleurs, la gendarmerie propose également [des fiches d'informations](#) consultables sur le site referentsurete.fr.

L'AMV dispose d'élus référents contre les violences et les agressions d'élus

Par ailleurs, afin de mieux coordonner son action auprès de ses membres, l'Association des maires de Vaucluse a désigné deux référents : le maire de Sainte-Cécile-les-Vignes et l'adjoint à la sécurité de Mormoiron. Deux élus en charge des violences faites aux élus au sein de l'AMV qui, eux aussi, ont été confrontés aux menaces.

« Au sortir du Covid, j'ai subi une altercation avec des propos homophobes, rappelle [Vincent Faure](#), maire de Sainte-Cécile-les-Vignes. Une affaire classée sans suites même s'il y a eu une écoute des gendarmes et du procureur. »

De son côté Bernard Le Dily, adjoint en charge de la sécurité publique, de la prévention de la délinquance, des écoles, du conseil municipal des jeunes et de la culture à Mormoiron a dû batailler ferme pour que la justice s'en mêle.

« Entre le moment où j'ai déposé plainte, le 25 juin 2022, et le classement sans suite avec un simple rappel à la loi, c'était le 29 novembre. Et encore il a fallu que je voie deux fois le procureur qui nous a dit qu'il avait une échelle de sanction qu'il se devait de respecter. »

En attendant, l'élus de Mormoiron, ancien policier et gendarme, reconnaît alors que l'on peut avoir parfois le sentiment d'être seul, surtout dans les petites communes.

« Dans un village on croise l'agresseur ou sa famille tous les jours. On peut se sentir vulnérable même si fort heureusement on a le soutien de l'AMV. »

Certains s'excusent parfois

Venue soutenir son collègue de Cairanne, Anne-Marie Bardet, maire de Sarrians, a elle aussi connue

Écrit par le 22 avril 2026

pareille mésaventure.

« J'ai moi-même été aussi victime de violentes injures le 17 mai dernier, confie l'élue. J'ai informé l'AMV et j'ai porté plainte mais je n'ai pas eu de retour à ce jour. »

Sa 'faute' ? avoir fait une remontrance à une personne qui conduisait trop vite un fourgon sur la place de la mairie, là où jouent des enfants.

« Je n'avais pas voulu témoigner dans la presse à ce moment-là car il y a une fraternité et se sont des gens corrects. Depuis, le monsieur m'a envoyé un message pour s'excuser de son attitude en expliquant qu'il avait tout un tas de raisons personnelles pour expliquer pourquoi il s'était comporté aussi mal : « il exprime son plus profond regret pour son comportement impulsif et irrespectueux à mon égard. Il est conscient d'avoir mal agi. »

Comment réagir face à une personne agressive?

Confinement, anxiété, isolement... Le contexte de crise sanitaire peut créer de la colère et se transformer en agressivité.

Origine de l'agressivité
La colère et l'agressivité qu'elle génère sont toujours la conséquence d'une frustration comme la privation de besoins qui nous semblent légitimement dus (espace, temps, liberté, relation...)

Garder son calme
Ce n'est généralement pas vous qui êtes visé personnellement mais plutôt l'entreprise, l'administration, l'insitution qui vous emploie, ou l'uniforme que vous portez.
Gardez votre sang froid
Restez courtois, calme et poli
Adoptez une attitude neutre

Écouter pour comprendre...

... l'autre
En identifiant son profil, ses croyances et son système de valeurs, vous pourrez comprendre ce qui est important pour lui.

... sa problématique
En lui accordant une véritable attention pour comprendre la nature de son problème, en comprenant qu'il puisse être énérvé, vous êtes sur la bonne voie pour désamorcer le conflit.

Et faire preuve d'empathie
Essayez de sortir de **VOTRE** cadre de référence pour comprendre votre interlocuteur. Visualisez la situation à travers **SON** regard.

Écoute active

En adaptant votre langage corporel :

- Expression du visage
- Contact visuel
- Posture, gestes
- Distance physique

En maîtrisant votre voix :

- Timbre
- Volume
- Rythme
- Ton
- Débit

En montrant que vous écoutez :

- Reformuler (Si j'ai bien compris...)
- Acquiescer
- Faire préciser (questions ouvertes)
- Résumer les idées maîtresses

Par des attentions verbales :

- Signes d'encouragement
- Intonation
- Répétition à la lettre

En considérant l'autre :

- Reconnaître les émotions de l'autre
- Réfléter ses sentiments (vous avez l'air..., vous semblez...)

Créer une relation de confiance mutuelle

Le rapport avec l'individu va se renforcer par l'adaptation à son vocabulaire et à la prise en compte de ce qui est important pour lui. Se sentant écouté, son agressivité va diminuer. Il pourra ainsi consentir à vous laisser vous exprimer et trouver le temps de lui offrir des solutions ou de lui proposer des alternatives.

L'issue

Une fois que vous avez convenu d'une solution ensemble, prenez le temps de lui expliquer les prochaines étapes. Retenez que la résolution d'un problème n'est pas impérative, mais qu'en revanche sa considération l'est pour espérer une issue favorable au conflit.

Face à une personne suicidaire, armée ou à toute autre situation de danger immédiat, faites immédiatement appel au 17.

Barrières à la communication :

- Donner des directives ou des ordres
- Menacer, juger, critiquer, blâmer
- Contrer, argumenter
- Étiqueter, ridiculiser, humilier
- Éviter le sujet, faire de l'humour

- Ne l'interrompez pas.
- Ne terminez pas les phrases à sa place
- Ne tirez pas de conclusions trop rapides
- Résistez à l'envie de résoudre le problème de façon simpliste

La gendarmerie propose notamment des fiches conseils de 'déconfliction' à destination des élus afin de disposer de base pour réagir face à une personne agressive.

« Aujourd'hui la parole du maire, ne vaut rien contre un délinquant de la route. »

Michel Terrise, le maire d'Althen-des-Paluds

Ecrit par le 22 avril 2026

Des élus qui dérangent parfois les petits trafics

Une litanie sans fin que conclut Michel Terrise, le maire d'Althen-des-Paluds : « J'ai été menacé de mort lors de mon 1^{er} mandat pour une histoire d'urbanisme. Je n'avais pas porté plainte. »

Là, c'est un conducteur qui a mis en danger la vie d'un de ces policiers municipaux en forçant le passage lors d'un simple contrôle où il était présent avec son premier adjoint.

« Nous avons clairement vu le conducteur accélérer et notre policier a dû sauter sur le côté pour l'éviter. Nous avons noté et le numéro et il fallut relancer à plusieurs reprises le procureur pour qu'il y ait des suites. La personne a dit qu'il n'avait pas vu le policier. C'est donc parole contre parole mais aujourd'hui la parole du maire, qui est officier de police et assermenté de par sa fonction, ne vaut rien contre un délinquant de la route. »

« L'écharpe tricolore ne fait pas des élus des surhommes. »

Vincent Faure, maire de Sainte-Cécile-les-Vignes

Ne plus rien laisser passer

« Tout cela, ça affecte autant la vie d'élu que la vie personnelle car il y a des impacts directs », regrette pour sa part, Pierre Gonzalvez, le président de l'AMV qui constate que si certains élus « se sont engagés dans des démarches judiciaires, d'autres peuvent parfois être plus en retrait. »

« Jusqu'alors on rentrait chez soi ou sa mairie et on pensait à autre chose. Mais maintenant, il ne faut plus tourner la page, insiste Vincent Faure. Désormais, il faut tout faire remonter pour savoir ce qui se passe dans nos départements, ce qui se passe en France. Il n'y a pas de petites agressions concernant les élus et plus généralement les citoyens d'ailleurs. Quelle que soit l'agression, elle est intolérable. Il ne faut rien laisser passer. C'est pour cela que je suis fier que l'AMV se porte systématiquement partie civile en étant totalement solidaire avec les élus. Je trouve aussi extrêmement courageux que mes collègues, maires, adjoints ou élus aillent jusqu'au bout de leur démarche de plaintes même si parfois c'est difficile de le faire dans un petit village où tout le monde se connaît. Une solidarité au sein de son propre conseil municipal doit aussi être de mise. Les élus ne sont que des femmes et des hommes. L'écharpe tricolore n'en fait pas des surhommes. »

Le Covid et les réseaux sociaux n'ont rien arrangé

Une situation qui, aux dires des élus, s'est particulièrement aggravée au sortir du Covid.

« Il y a de plus d'incidents de ce type depuis la fin du Covid et la réouverture des 'cages', poursuit le maire de Sainte-Cécile. On constate une agressivité de plus en plus surprenante. Je pense aussi au médecin, aux enseignants, aux forces de l'ordre, aux sapeurs-pompiers, à tous ceux qui sont en contact avec le grand public. »

« Et les réseaux sociaux offrent un univers sans limites à ces excès », complète le président de l'AMV.

« Il faut voir aussi que nous dérangerons les petits trafics ou que nous sommes confronté à des mineurs qui traînent la nuit et que nous ramenons à leurs parents sans que certains de ces derniers n'aient à redire sur le comportement de leurs enfants », indique également, Michel Terrise, le maire d'Althen.

Ecrit par le 22 avril 2026

« A cela s'ajoute des problématiques avec des individus qui ont des problèmes psychologiques ou psychiatriques que l'on a identifiés », complète Pierre Gonzalvez. « Nous sommes particulièrement démunis dans ces cas de figure », confesse la maire de Sarrians.

« Nous sommes responsables de tout, y compris pour des problèmes de compétences qui ont été enlevés aux maires. »

Pierre Gonzalvez, le président de l'AMV

« Nous sommes assaillis tous les jours pour des problèmes concernant des compétences qui ont été enlevés aux maires : l'assainissement, la fibre, l'eau, les déclarations d'impôts, la distribution d'électricité, les encombrants, les routes, la vitesse, les vols... Nous sommes responsables de tout », regrette le président de l'AMV.

Ce dernier poursuit cependant « Les gens se rendent tout de même compte de ce que nous faisons. Beaucoup de nos administrés nous disent 'qu'ils ne savent pas comment on fait' et 'comment on supporte ces contraintes'. 'Qu'ils ne voudraient pas être à notre place'. »

Si à ce jour ces agressions ne sont pas encore venues à bout de leur motivation, entre pare-brise casé ou rayure sur la voiture, des élus de Vaucluse reconnaissent que cela commence à entamer leur détermination pour la vocation...

Ainsi, selon l'Association des maires de France, le taux de démission serait actuellement de 15% pour les élus municipaux alors qu'il n'est que de 2,7% dans le secteur privé.

Condamner c'est bien, agir c'est mieux !

« Le problème aujourd'hui c'est que les gens ne sont plus des citoyens mais des consommateurs de services publics », explique Jean-François Lovisol, ancien co-président de l'AMV désormais député de la 5^e circonscription de Vaucluse. Il peut y avoir les discussions dans la rue, voir des engueulades, mais on est dans le ressort de la 'Pagnolade'. Mais il y a aussi ce qui est de l'ordre de l'inacceptable, comme à Lauris ou Cairanne. »

« Les gens ne sont plus des citoyens mais des consommateurs de services publics. »

Jean-François Lovisol, député de la 5e circonscription de Vaucluse

« Je veux bien que l'on nous interpelle toute la journée pour des choses où l'on n'a rien à voir, poursuit le parlementaire. On est là pour ça. Mais il ne faut pas oublier que les élus locaux sont les derniers à faire du lien social quand il n'y a plus de services publics sur les territoires. Et ils ne le font pas pour l'argent. Ce n'est pas pour 500€ par mois, qui passent d'ailleurs principalement dans les frais de déplacement

Ecrit par le 22 avril 2026

qu'ils le font, mais bel et bien pour l'intérêt collectif et rendre service aux gens. Si on perd ces élus-là, il n'y a plus rien derrière. Il faut donc que l'Etat prenne des mesures et des sanctions exemplaires quand un élu local est agressé comme c'est le cas par exemple pour un gendarme. Il faut envoyer un message car c'est bien de condamner mais il faut aussi agir. »

Dans cette optique, Jean-François Lovisolo et Karl Olive, député de la 12e circonscription des Yvelines, proposent donc une loi relative « au renforcement de la législation visant à protéger les élus municipaux », « ces fantassins de la République, ces chevilles ouvrières du pays, qui sont quotidiennement vilipendés, agressés au point de renoncer à une mission qui leur a été confiée en toute légitimité par leurs concitoyens. »

Les maires des petites communes en première ligne

« Dans les communes, ce phénomène est bien connu des maires et des personnels municipaux, poursuit Jean-François Lovisolo. Les plus petites d'entre elles ne peuvent pas bénéficier d'agents assermentés, ni de services structurés. Ce sont donc souvent les élus qui se retrouvent seuls, face, d'une part, à un nombre grandissant d'infractions (dégradation de biens publics et de mobilier urbain, dépôts sauvages d'ordures...) et, d'autre part, à des agressions, menaces, intimidations, insultes ou injures qui touchent maires, adjoints et conseillers municipaux dans l'exercice ou du fait de leurs fonctions. »

La proposition de loi des deux députés a notamment pour objectif d'aligner les peines suite à des délits contre les conseillers municipaux en charge d'une mission de services publics sur celles prévues pour ces mêmes agissements contre les représentants des forces de l'ordre.

Allongement du délai de prescription pour diffamation et protection fonctionnelle

Le texte prévoit aussi que la durée d'un acte diffamatoire, prescrit tous les 3 mois, puisse être allongée à 12 mois pour les personnes dépositaires de l'autorité publique. Autre souhait : la création d'un « un délit d'atteinte à la vie privée par diffusion d'informations relatives à la vie privée, familiale d'une personne titulaire d'un mandat électif communal permettant de l'identifier ou de la localiser afin de protéger les élus par l'interdiction de la diffusion malveillante de données personnelles, notamment sur un service de communication au public en ligne ».

Il est également demandé « d'étendre la compensation financière par l'État, couvrant les coûts de couverture assurantielle, à toutes les communes de moins de 10 000 habitants. Cette mesure s'appliquerait à la protection fonctionnelle accordée aux conseillers municipaux, afin de soulager ces derniers de cette charge financière ».

« L'Agression est un acte exceptionnelle et doit avoir une réponse exceptionnelle, insiste le député vauclusien, ancien maire de la Tour d'Aigues. Et cette réponse c'est une réponse pénale. »

« Le débat cela empêche de se battre. »

André Rousset, maire de Lauris

Pas de salut sans une réaction collective

Ecrit par le 22 avril 2026

« Je pensais que l’humanité évoluait, mais parfois il faut constater que parfois elle régresse, constate avec un brin de fatalisme, André Rousset, le maire de Lauris. Je suis travailleur social de formation initiale. C’est tous ensemble que nous devons agir : les élus, les citoyens, la République. Cela passe par tout le monde, les papas et les mamans aussi, les députés, la préfète, les journalistes. Il faut saisir les enjeux de tout cela et qu’on essaye de le freiner. Si on ne le fait pas ensemble, nous n’y arriveront pas. Il faut mettre de l’humain dans ce qui nous uni car aujourd’hui on perd de l’humain. Il faut comprendre que le débat cela empêche de se battre. »

Laurent Garcia

La réponse des services de l’Etat

Conscient d’une situation de plus en plus tendue, Violaine Démaret, préfète de Vaucluse, a tenu à rappeler que Dominique Faure, ministre déléguée chargée des Collectivités territoriales et de la ruralité annoncé la création d’un centre d’analyse et de lutte contre les atteintes aux élus.

Ce dernier pilotera le déploiement d’un pack sécurité comprenant :

- la création d’un réseau de plus de 3 400 référents « atteintes aux élus » dans toutes les brigades de gendarmerie et les commissariats, offrant un point de contact privilégié aux élus pour parler des menaces ou des violences dont ils font l’objet,
- le renforcement du dispositif ‘Alarme élu’, qui permet aux élus qui se sentent menacés d’alerter leur commissariat ou leur gendarmerie pour être secourus rapidement en cas d’appel au 17, et bénéficier d’une vigilance renforcée de la part des forces de l’ordre,
- le rappel aux préfets du principe ‘une menace = une évaluation’, pour que ces derniers puissent décider de mesures éventuelles de protection.

Ces mesures permettront d’amplifier la démarche « d’aller-vers » des forces de l’ordre, afin de faciliter le dépôt de plainte des élus locaux quand ils le souhaitent et où ils le souhaitent.